

Si le message ne s'affiche pas correctement, cliquer [ici](#) svp

Plateforme réformiste. Les sociaux-libéraux au sein du PS Suisse

Bulletin d'information no. 8 / 2019

Lieber Matthias Manz



Elections 2019 - et maintenant?

Par Daniel Jositsch, Conseiller aux Etats, Stäfa ZH

Notre déception en tant que socialistes le 20 octobre dernier était grande au vu des pertes douloureuses dont nous avons souffert. Les transferts de voix ont sans doute eu lieu dans deux directions: En faveur des Verts d'abord, grâce à la dominance des thématiques environnementales. C'est la raison majeure dans nos pertes. Tout ou presque a été dit à ce sujet. Je me bornerai à ajouter une remarque personnelle: du fait de la superposition importante des positions fondamentales des Verts avec le PS, cette migration ne constitue, politiquement parlant, aucun problème. Au contraire, je me réjouis que la thématique environnementale se soit manifestée aussi clairement à l'occasion des dernières élections fédérales! En effet, en politique il ne s'agit pas simplement de gagner des sièges, mais de façonner positivement notre pays. Or, ceci sera plus aisé durant les quatre prochaines années. En outre, ce segment de l'électorat retournera au PS quand d'autres thèmes reviendront sur le devant de la scène (je pense en particulier à la sécurisation de nos assurances sociales ou la politique européenne) et ceci même si j'espère sincèrement que la préoccupation environnementale reste durable.

Un second groupe d'électrices et électeurs a probablement été perdu en faveur du centre de l'échiquier politique, particulièrement aux Verts libéraux. En effet, bon nombre de personnes à la sensibilité sociale-libérale et proeuropéenne se sentent depuis quelques années de moins en moins bien représentées par le PS. Les Verts libéraux sont devenus, surtout depuis l'annonce de leur positionnement clairement proeuropéen, une alternative crédible au PS pour bon nombre de ces anciens électeurs à la fibre sociale-libérale. Par conséquent, il est de notre devoir de renforcer la plateforme réformiste du PS. C'est par ce biais que nous pourrions convaincre qu'il y a un espace ouvert aux forces social-libérales au sein de notre parti. Pour cette raison je pense qu'il est temps que nous nous dotions d'une structure (plus) officielle et que nous nous établissions plus solidement. Je pense en particulier à une représentation à la Présidence du parti et à une reconnaissance de la plateforme réformiste comme partie du PS dans les statuts.



PostFinance: assurer son avenir – au besoin via une privatisation partielle

Par Matthias Manz, Administrateur de la Plateforme réformiste, Aarau

PostFinance, une filiale de la Poste Suisse SA, se trouve dans une situation de plus en plus précaire dont l'origine est le cadre légal très restrictif l'empêchant d'investir efficacement les fonds sous gestion de 120 milliards de francs de manière autonome sous forme d'hypothèques ou de crédits. En effet, Postfinance est tenue de placer les fonds qui lui sont confiés ce qui, dans un contexte persistant de taux d'intérêt bas, l'empêche de dégager des revenus suffisants. Cette érosion des rendements de PostFinance menace l'ensemble de l'édifice de la Poste et par conséquent un pan important du service public suisse. Le PS se doit d'assumer ses responsabilités en proposant une solution durable permettant de débloquer enfin ce dossier politique.

L'analyse de la marche des affaires de PostFinance, des mission de service public de la Poste Suisse SA ainsi que du marché bancaire indigène amène la plateforme réformiste aux constats et propositions ci-après:

1. Des mesures urgentes chez PostFinance sont nécessaires.
2. Des solutions efficaces sont nécessaires afin d'enrayer l'érosion des revenus de PostFinance.
3. Il est indispensable d'adapter le modèle d'affaire afin de permettre l'accès aux marchés financier et hypothécaire (via l'octroi de la licence bancaire).
4. La licence bancaire doit être dotée d'un mandat de prestations qui ne doit pas affecter la compétitivité de PostFinance grâce aux dispositions suivantes:
 - a. Sécurité de l'offre de base en matière de transactions financières
 - b. Restrictions en matière d'utilisation des données sur les clients dans la concurrence avec les autres établissements bancaires
 - c. Convention collective de travail pour le personnel
 - d. Prestations spéciales, par exemple comme banque de promotion d'actions pour le climat.
5. PostFinance nécessite une recapitalisation d'au minimum 2,3 milliards de francs. Les priorités à respecter en la matière sont:
 - a. Renonciation temporaire par l'Etat fédéral du prélèvement sur les bénéfices de la Poste suisse SA
 - b. Rétention des bénéfices de PostFinance qui sont normalement versés à la Poste (env. 0,3 milliards de francs)
 - c. Acquisition d'environ 2 milliards de francs de fonds propres pour financer le nouveau modèle économique (licence bancaire avec accès aux marchés hypothécaire et financier). Pour l'acquisition de fonds propres ce sont les priorités suivantes qui sont à respecter:
 1. Le Conseil fédéral autorise Post Suisse SA à contracter un prêt afin d'améliorer le niveau de capitalisation de PostFinance SA; indemnisation en retour de la Poste par PostFinance
 2. Octroi d'une subvention fédérale à hauteur de 2 milliards de francs assortie d'intérêts ou d'une compensation à définir dans un contrat de prestations
 3. Subside de la Confédération de l'ordre de 1 à 1,35 milliards de francs lié à une garantie fédérale permettant de couvrir entre 35 et 50% des fonds propres supplémentaires
 4. Privatisation partielle entre 30 et 40% du capital-actions.

Tenant compte des majorités au parlement et dans la population, une privatisation sur le modèle de Swisscom pourrait représenter la solution permettant de réussir la transition réussie de PostFinance.

[Pour l'analyse complète](#)

Si vous ne voulez plus recevoir nos e-mails (mmanz@bluewin.ch), vous pouvez vous désabonner [ici](#) sans frais.

info@reform-sp.ch